



conférence
gambetta

Piketty et le trou noir de l'Etat nation

Christophe Ramaux

Christophe Ramaux est chercheur au Centre d'économie de la Sorbonne (université Paris-I) et membre des Économistes Atterrés.

Publié en décembre 2019.

Une version courte de cet article est parue dans *Libération*, le 25 novembre 2019, sous le titre « [Les travailleurs n'ont pas de patrie selon Piketty. Vraiment ?](#) »

La Conférence Gambetta est un laboratoire d'idées républicaines et sociales qui vise à réunir des universitaires, praticiens et citoyens engagés pour croiser les points de vue dans une même poursuite de l'intérêt général au cours de conférences ouvertes à tous ; mettre en valeur des recherches et des débats rendus invisibles par le flot médiatique ; fournir des sources d'inspiration pour le "métier de citoyen".



<https://www.facebook.com/ConfGambetta/>



<https://twitter.com/confgambetta>



<http://www.conferencegambetta.fr/>

Le dernier ouvrage de Thomas Piketty, *Capital et idéologie* (Le Seuil) est précieux. L'analyse est élargie à la fois dans le temps (jusqu'aux sociétés esclavagistes) et dans l'espace (l'Inde, la Chine, etc.). Les inégalités creusées depuis les années 1980 et l'idéologie propriétaire qui les a promues sont dénoncées avec force. La justice fiscale est à réhabiliter, c'est à la fois indispensable pour réorienter l'économie dans le sens de l'intérêt général et partant refaire société, et cela est à portée de main est-il démontré.

On peut cependant reprocher à l'auteur, ici comme dans ses travaux précédents, de sous-estimer le rôle de l'Etat social (au-delà de son volet fiscal) dans la réduction des inégalités. Cette sous-estimation s'explique par l'indicateur central retenu : la répartition du revenu national avant impôt et transferts, sans tenir compte de la composition des ménages (le revenu est divisé par le nombre d'adultes indépendamment du nombre d'enfants)¹. Ce choix permet d'insister sur le rôle effectivement majeur des inégalités primaires. Reste ensuite l'analyse de la redistribution. Si des développements sont consacrés aux impôts (en plaidant à juste titre pour une taxation accrue des revenus et patrimoines des plus aisés), quelques lignes seulement sont consacrées à la dépense².

¹ Ce choix est repris des travaux antérieurs de l'auteur et de ceux du réseau international (le *World Inequality Lab*) dont il est l'un des animateurs. Pour une critique de ce choix qui complète le présent papier, voir C. Ramaux (2018), « Pour lutter contre les inégalités : ne pas sous-estimer l'Etat social », *Marianne.fr*, 26 janvier, <https://www.marianne.net/debattons/blogs/les-economistes-atterres/pour-lutter-contre-les-inegalites-ne-pas-sous-estimer-l>

² Au total, selon Piketty, l'impact des impôts et les transferts serait limité, avec une réduction des inégalités de 20 % à 30 % entre les 10 % les plus riches et les 50 % les moins aisés, aux Etats-Unis comme en France (p. 617).

Fréquemment, lorsqu'on pense redistribution, on pense d'abord à « faire payer les riches » par l'impôt. Une exigence évidemment légitime... à condition toutefois de ne pas omettre que la redistribution passe aussi et même plus encore – ce qui est souvent moins saisi – par la dépense publique.

La réduction des inégalités : par la dépense plus que par l'impôt

En France, selon l'INSEE (données 2017) et en tenant compte des unités de consommation³, les 10 % les plus riches ont un niveau de vie, avant redistribution, 22,5 fois supérieur aux 10 % les plus pauvres (6 100 euros par mois contre 270 euros). Après impôts directs, cet écart passe à 18. Après versement des prestations monétaires (familiales, aides au logement, minima sociaux...), il passe à 5,6 (4 700 euros par mois contre 835 euros). Et ce n'est pas tout, la consommation de services publics (éducation et santé) intervient aussi massivement. Les études sur ce volet sont moins fréquentes. Selon une étude de l'INSEE portant sur 2009⁴ – dont les conclusions demeurent d'actualité – les écarts entre les 20 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres sont de 7,4 avant redistribution, 7,1 après fiscalité, 3,8 après versement des prestations monétaires – sans même compter les retraites et allocations chômage⁵ – et finalement de 2,8, avec la

³ Soit une unité pour le premier adulte du ménage, 0,5 unité pour chaque membre supplémentaire d'au moins 14 ans et 0,3 unité pour les moins de 14 ans.

⁴ Bonnefoy Vincent, Cazenave Marie-Cécile, Eidelman Alexis et Razafindranovona Tiaray (2010), « La redistribution en 2009 », dans *France, Portrait social – édition 2010*.

⁵ Dans l'analyse statistique des inégalités, le statut à accorder aux pensions est toujours délicat. Les considérer comme de la redistribution conduit, en effet, à écraser l'analyse des inégalités. Dans ce cas, la plupart des pauvres, avant redistribution, sont des retraités (tous ceux qui vivent essentiellement de

consommation de ces services publics. Parmi les pauvres, il n'y a pas seulement des pauvres « à vie », durablement privés d'emploi, il y a aussi des jeunes couples qui se lancent dans la vie avec enfants à charge (d'où l'importance de les prendre en compte), et qui bénéficient des prestations familialisées, de la santé et de l'éducation.

Que la réduction des inégalités passe d'abord par la dépense publique, ne vaut pas que pour la France. Cela vaut pour tous les pays comme le souligne l'OCDE⁶. Ce fait massif n'apparaît pas dans l'ouvrage et cela n'est pas sans incidence pour la suite.

Le trou noir de la nation

Ses « conceptions initiales [...] étaient plus libérales et moins socialistes qu'elles ne le sont devenues » (p. 1196) indique Piketty. D'où son plaidoyer en faveur d'une redistribution du capital (via une dotation de 120 000 euros pour chaque jeune adulte) et un partage du pouvoir au sein des entreprises, généralisant ce qui se pratique avec succès outre-Rhin (les syndicats ont 50 % des voix au Conseil de surveillance dans les entreprises de plus de 2000

leur pension), et la redistribution apparaît très forte, *a fortiori* dans un pays comme la France où le montant des pensions est non négligeable (le taux de pauvreté est deux fois plus faible pour les retraités que dans l'ensemble de la population, 7 % contre plus de 14 %). Pour éviter ce biais, l'analyse des inégalités est généralement faite en considérant les pensions comme un revenu *primaire* (T. Piketty retient aussi ce choix), assimilable à un « salaire différé ». La même logique prévaut pour le traitement des allocations d'assurance chômage. Ce choix est à bien des égards judicieux. Mais il conduit par construction à sous-estimer le rôle de l'Etat social dans la réduction des inégalités. Les pensions relèvent certes, pour une large part, du registre assurantiel (elles dépendent du salaire antérieur), mais elles comprennent aussi de puissants mécanismes de solidarité (de sorte que le taux de remplacement est plus élevé pour une carrière au Smic que pour un cadre), lesquels sont largement invisibilisés par ce choix.

⁶ Voir en particulier le rapport OCDE (2012), *Toujours plus d'inégalités – Pourquoi les écarts de revenus se creusent* (Editions OCDE, 418 p.). Pour des mises à jour partielles, voir OCDE (2014), « Inégalités et croissance », *Focus*, décembre ; OCDE (2016), « Le point sur les inégalités de revenu », novembre.

salariés et un tiers des voix dans celles de 500 à 2000 salariés) ou en Suède (un tiers des voix dans les entreprises de plus de 25 salariés). Mais d'une certaine tradition socialiste, il retient aussi une profonde aversion pour la nation. Tout au long de l'ouvrage, il fustige l'incapacité de la gauche à penser le « dépassement des Etats-nations ».

Entre 1914-1980, les inégalités ont été fortement réduites se félicite-t-il. Mais il omet de mentionner que cette période est celle de la crise et finalement de la fin des empires, celle de l'affirmation des Etats-nations partout dans le monde. Le tournant néolibéral des années 1980, ne s'est-il pas appuyé *a contrario* sur la finance libéralisée et le libre échange ? L'auteur dénonce la « mondialisation hypercapitaliste » (p. 15). Mais c'est pour lui opposer une autre mondialisation, avec comme horizon un « *Etat social et fiscal à l'échelle postnationale* » (p. 645), une « *démocratie transnationale* » conduisant « *à la généralisation de la libre circulation, et de facto à une quasi-disparition des frontières* » (p. 1186)⁷.

Selon Piketty, deux clivages structurent nos sociétés : le clivage classiste et celui de la frontière. D'où l'opposition entre quatre quarts : les « *internationalistes-égalitaires* » (Mélenchon et Hamon⁸), les « *internationalistes-inégalitaires* » (Macron), les « *nativistes-égalitaires* » (le

⁷ Piketty reconnaît que ce « *scénario coopératif et idéal (voire idyllique)* » a peu de chance d'aboutir. Et même alors, « *la plupart des décisions et des financements continueraient à être pris et administrés au niveau des assemblées nationales, régionales ou locales* ». Mais il importe néanmoins, selon lui, de choisir son camp entre la « *conception idéale menant au social-fédéralisme mondial et le chemin du repli nationaliste et identitaire* » (p. 1186).

⁸ L'agglomération de Mélenchon et de Hamon n'est-elle pas au demeurant hâtive, si l'on se remémore que Mélenchon a donné une tonalité très « républicaine » à sa campagne ?

Rassemblement national) et les « *nativistes-inégalitaires* » (Fillon), le nativisme étant un terme plus neutre pour désigner les racistes.

Comment dépasser les nations ? Sans craindre l'usine à gaz, il reprend la proposition d'ajouter à l'Union européenne et à la zone euro, une troisième strate, avec une Union parlementaire européenne⁹ regroupant les pays souhaitant aller plus loin dans la taxation des hauts revenus et patrimoines. Chassée par la porte, la nation réapparaît par la fenêtre, puisque les parlementaires de cette Union seraient, afin d'être légitimes, issus des parlements nationaux. Les fédéralistes peinent souvent à lister les missions de l'Etat social à transférer (ni les retraites, ni les hôpitaux, ni les policiers ou instituteurs...). On le vérifie à nouveau : l'entité capterait 4 points de PIB de ressources fiscales supplémentaires... mais en redistribuerait immédiatement la moitié aux Etats nations pour en user à leur guise. L'auteur se prononce en outre pour « *plafonner drastiquement les transferts entre Etats signataires* » à 0,1% PIB (p. 1037). Le principal souci posé par l'euro ne serait donc pas résolu. Avec une monnaie unique, les pays ne peuvent plus combler leur différentiel de productivité (les gains de productivité sont plus importants dans les grandes entreprises industrielles plus répandues en Allemagne qu'en Europe du Sud) par un réajustement monétaire. D'où la course sans fin au moins-disant social et fiscal. Des transferts permettraient de compenser ces différentiels. Piketty les écarte pour une légitime raison : l'absence d'assentiment pour les mettre en œuvre. Mais quelles réponses apporter alors aux déséquilibres introduits par l'euro ?

⁹ Cette fédération pourrait même être élargie à une Union « *euro-africaine* » (p. 1181).

Piketty indique surtout que ses solutions fiscales (cadastre financier, impôts plus importants sur les hauts revenus et patrimoines...) peuvent d'emblée être retenues par quelques pays et même par un seul d'entre eux¹⁰. Surgit alors une question : au lieu de l'hypothétique Europe sociale qui n'en finit pas de ne pas arriver¹¹, n'est-il pas plus opportun de tabler sur la force de l'exemple d'un gouvernement qui mettrait en œuvre ces mesures de justice fiscale et sociale, avec l'espoir que les peuples d'autres pays poussent leur gouvernement à suivre ? L'Europe, depuis l'Acte unique de 1986, est conçue comme un instrument de détricotage des États sociaux nationaux. La remettre à plat pour qu'elle soit à leur service, n'est-il pas le seul moyen pour la relégitimer aux yeux des peuples¹² ?

Socialisme et république

Pendant deux siècles, l'horizon de l'émancipation a été le socialisme. Sa promesse était qu'il n'y aurait plus d'exploitation, ni d'État, de nation et de

¹⁰ A propos du cadastre financier permettant d'identifier les propriétaires de titres financiers (et partant de les taxer), l'auteur indique : « *S'il est souhaitable qu'un tel cadastre financier public soit mis en place au niveau le plus large possible, par exemple au niveau européen, euro-américain, euro-africain et à terme au niveau mondial, il est important d'insister sur le fait que chaque État peut avancer dans cette direction sans attendre les autres* » (p786-7). Les intermédiaires financiers étant déjà tenus de fournir aux administrations fiscales nationales les informations sur les intérêts et les dividendes versés aux uns et aux autres, rien n'empêche d'étendre cette obligation aux déclarations de patrimoine souligne à raison Piketty (p. 787 et p. 931). De même, « *la dénonciation des accords organisant actuellement la libre circulation des capitaux* » peut être « *le fait d'un seul pays ou d'un groupe quelconque de pays* » (p. 1187). La lutte contre les stratégies d'évitement de l'impôt sur les sociétés peut être mise en place « *y compris par un pays seul* » (p. 1186, cf. aussi p. 1052), etc.

¹¹ L'auteur indique en note de bas de page avoir voté oui aux référendums de 1992 et 2005 : « *dans l'espoir que l'Europe sociale et fiscale finirait par venir. Cette posture d'attente béate me semble toutefois de plus en plus dangereuse et difficile à tenir* » (p. 928). On ne saurait mieux dire...

¹² De façon assez étonnante, Piketty indique incidemment que la construction européenne peut se lire comme une « *opération de sauvetage de l'État-nation* » (p. 640). Il fait aussi à l'occasion référence (p. 1182), sans le critiquer, à l'ouvrage d'Ulrich Beck et Edgar Grande (2007), *Pour un Empire européen*, dont le titre résume parfaitement le propos. Un sociologue allemand, Wolfgang Streeck, critique vertement cette logique impériale, autour de l'Allemagne, de l'Europe telle qu'elle se fait, voir notamment son article « *Un empire en voie d'éclatement* », dans *Le Monde Diplomatique* (mai 2019, <https://www.monde-diplomatique.fr/2019/05/STREECK/59873>)

pouvoir. Rien ne s'est passé comme prévu. Preuve que l'État n'est pas que bourgeois, c'est par l'État social, ses services publics, sa protection sociale, son droit du travail, que les travailleurs ont pu améliorer leur condition. Piketty invite à « dépasser le capitalisme » entendu comme domination sans partage du capital. Mais il passe outre les deux principaux leviers pour ce faire : l'État social, par lequel des sphères entières échappent au capital (protection sociale et services publics) et la démocratie (une personne / une voix *versus* une action / une voix), l'un et l'autre déployée dans le cadre des nations.

Piketty indique, non sans raison, que « *les conflits sur la frontière peuvent prendre le pas sur les débats autour de la propriété et de la redistribution socio-économique, qui supposent que chacun s'accorde au préalable sur l'appartenance à une même communauté* » (p. 1089). Mais selon lui, la « *société mondiale* » est la « *communauté politique humaine à laquelle nous appartenons tous* » (p. 25). C'est bien là l'erreur, si du moins on retient une acception forte de qu'est une communauté politique.

Plus que la lutte des classes – qui n'en n'existe pas moins – c'est l'affirmation démocratique, la souveraineté citoyenne qui apparaît, *a fortiori* depuis la chute du communisme en 1989, comme le principal levier de progrès social, d'émancipation pour le plus grand nombre, face aux vellétés des riches de faire sécession, d'accroître sans fin leurs privilèges. N'y a-t-il pas place, en ce sens, pour un projet majoritaire qui allierait, en excluant les racistes, souveraineté citoyenne et projet égalitaire ? En réduisant le camp du progrès à des « internationalistes – égalitaires » tournant le dos à la nation, n'offre-t-on pas un plateau en or – celui de la légitime exigence de maîtriser

son destin – à Marine Le Pen ? Ne s'expose-t-on pas à viser finalement et sempiternellement le ralliement aux « internationalistes-inégalitaires » (Macron) au nom, pour le coup, du primat de l'« internationalisme » sur le clivage « classiste » ? La gauche, souligne Piketty, s'est transmuée un peu partout dans le monde « *du parti des travailleurs* » en « *parti des diplômés* » (p.843), avec en son sein deux courants, la « *gauche égalitaire* », d'un côté, et la « *gauche brahmane* » marchande et inégalitaire, de l'autre. Mais en niant la nation, la « *gauche égalitaire* » ne s'expose-t-elle pas à être durablement minoritaire, et, partant, à n'être qu'un supplétif à la « *gauche brahmane* » (ou même finalement à la droite brahmane) ?

La nation est avec l'Etat l'un des trous noirs d'une certaine pensée critique. Face aux régressions racistes – de l'extrême-droite aux indigénistes-communautaristes –, il y a urgence à porter une conception progressiste, citoyenne, de la nation¹³. « *Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène* » avait compris Jaurès.

Piketty présente un « *livre très factuel* » (p. 23), avec peu de théorie reconnaît-il. Puisse sa remarquable capacité de travail lui permettre de pousser à l'avenir les feux de la théorie... en n'esquivant pas ce que la trame républicaine a de révolutionnaire.

¹³ Parmi les derniers plaidoyers en ce sens, voir l'ouvrage de David Djaïz (2019), *Slow démocratie. Comment maîtriser la mondialisation et reprendre en main notre destin* (Allary Editions).